

Myanmar. Explosions de violences ; menaces contre les Rohingyas ; et activistes accusés de « terrorisme »

lundi 27 septembre 2021, par [Frontier Myanmar](#) (Date de rédaction antérieure : 26 septembre 2021).

Cette semaine du 17 au 23 septembre, les enfants des collaborateurs de l'armée ont été de plus en plus ciblés ; les Rohingyas sont mis à l'écart à Rakhine ; la junte aurait coupé l'internet dans la majeure partie de l'Etat Chin alors que les affrontements s'intensifiaient ; et les médias d'Etat ont accusé certains militants de premier plan récemment arrêtés de préparer des braquages de banques.

Sommaire

- [Les Rohingyas sont menacés \(...\)](#)
- [Affrontements et coupures \(...\)](#)
- [Des militants accusés de \(...\)](#)

Les adolescents pris pour cible

On a constaté récemment une recrudescence inquiétante des attaques contre des adolescents liés à des partisans du régime militaire, ainsi que d'autres meurtres irréfléchis et généralement douteux.

Le canton de Taze, dans la région de Sagaing, foyer de la résistance anti-junte militaire, continue d'échapper à tout contrôle et des violences choquantes sont signalées. La semaine dernière, un mari et sa femme ont été tués ainsi que leurs fils de 18, 16 et 12 ans. D'autres villages ont accusé le père d'être un collaborateur de l'armée, et ont même déclaré qu'au moins un des fils avait aidé à guider les troupes et participé à la destruction de maisons lors d'un raid meurtrier en août. Hier, dans le même canton, une autre famille a été tuée, dont un enfant de cinq ans. L'un des membres de la famille, accusé d'être membre du groupe paramilitaire (religieux) Pyusahwti, a été assassiné avec sa femme, sa fille adulte et son jeune petit enfant. (Certains rapports indiquent que son fils adulte a également été tué). En représailles, les forces de sécurité, y compris la fille survivante, qui est officier de police, auraient brûlé des maisons dans le village.

Dans le canton de Launglon, dans la région de Tanintharyi, une explosion a tué le membre de 13 ans de la famille d'un administrateur de village nommé par la junte et a blessé sa femme (Dawei Watch a identifié la victime comme étant la nièce du fonctionnaire, tandis que Voice of Myanmar a déclaré qu'il s'agissait de sa fille). Une autre explosion douteuse aurait tué deux civils innocents après qu'une mine télécommandée n'a pas explosé au passage d'un véhicule militaire.

Dans un autre cas où les choses sont allées trop loin, un couple de personnes âgées qui tenait un restaurant sur l'autoroute reliant les cantons de Gangaw et de Kalay a été abattu mardi après-midi. Cette route a été le théâtre d'affrontements intenses entre la Tatmadaw (forces armées de la junte) et les forces de résistance. Un voisin a déclaré que les victimes avaient « bon cœur » et qu'elles avaient peut-être été prises pour cible parce qu'elles avaient récemment servi des soldats dans leur

restaurant, même si elles n'avaient évidemment pas vraiment le choix.

Alors que les PDF (People Defense Force, liés au National Unity Government-NUG) ont largement nié leur responsabilité dans ces attaques, il est important que le Gouvernement d'unité nationale (NUG) condamne ce type de violence, enquête sur les crimes et s'engage à faire en sorte que les auteurs répondent de leurs actes.

Les Rohingyas sont menacés à Rakhine

La junte aurait menacé les responsables rohingyas de six villages du district de Buthidaung, dans l'Etat de Rakhine, les avertissant qu'elle détruirait les villages et punirait leurs dirigeants s'ils collaboraient avec l'armée arakanaise (de l'Etat Arakan). Les responsables des villages ont été convoqués à une réunion avec le commandant du bataillon d'infanterie légère 535, qui leur a transmis ce sinistre message. Il leur a ensuite demandé des informations sur l'AA (Arakan Army) dans leurs villages. « Ils ont demandé si nous approvisionnions les membres de l'AA en riz et en argent », a déclaré une source qui a assisté à la réunion, ajoutant que la menace a provoqué une « panique » parmi les habitants du village.

Le bataillon d'infanterie légère 375 a tenu une réunion très similaire avec des responsables de villages rohingyas dans le district de Kyauktaw au début du mois, leur ordonnant de ne pas accepter les ordres de l'AA. Toute cette procédure ressemble à une tentative évidente de creuser un fossé entre les communautés ethniques rohingya et rakhine, et met les Rohingya dans une situation très difficile. Ils doivent essentiellement choisir entre travailler avec l'AA et se mettre à dos la Tatmadaw ou travailler avec la Tatmadaw et se mettre à dos l'AA et la population locale rakhine. L'un ou l'autre choix peut entraîner des violences, ce qui est probablement l'intention de la Tatmadaw.

Dans d'autres nouvelles concernant les Rohingyas, un juge fédéral étatsunien de Washington a ordonné à Facebook de fournir des documents liés aux comptes qu'il a fermés en 2018 et qui étaient liés à la violence contre la minorité musulmane, selon le *Wall Street Journal*. La Gambie avait déposé une requête aux fins de communication pour obtenir le contenu, qui semblait inclure des messages privés. Ces derniers seraient pertinents pour le génocide (des Rohingyas) instruit à la Cour internationale de justice. Invoquant les lois des Etats-Unis sur la protection de la vie privée, Facebook avait rejeté cette requête en août, la qualifiant d'« extraordinairement large ». Le juge Zia Faruqui a déclaré que le contenu n'était pas protégé par les lois sur la protection de la vie privée et qu'il était « riche en ironie » que Facebook se soucie de la vie privée.

Les Etats-Unis, quant à eux, se sont engagés à verser 180 millions de dollars supplémentaires d'aide humanitaire aux Rohingyas, qui permettront de « fournir une protection, des abris, de la nourriture, de l'eau potable, des soins de santé et un soutien psychosocial », des secours en cas de catastrophe et de Covid-19, ainsi qu'une éducation et une formation professionnelle.

Affrontements et coupures d'Internet dans l'Etat Chin

Des combats ont été signalés dans les districts de Thantlang et de Hakha, dans l'Etat de Chin, au cours du week-end des 18-19 septembre. Le Tatmadaw aurait réagi en prenant pour cible des civils dans le cadre d'attaques de type « terre brûlée ». Une vingtaine de bâtiments auraient été incendiés à Thantlang, et un pasteur chrétien aurait été abattu alors qu'il tentait d'éteindre les flammes. Dans un autre récit choquant circulent des photos de son doigt coupé, les habitants affirmant que les soldats l'ont fait pour lui voler son alliance. Des affrontements de moindre ampleur ont été signalés

à Hakha samedi 18, où quelques maisons ont également été incendiées.

Mercredi et jeudi 23 et 23 septembre, des affrontements mineurs ont été signalés dans les communes de Matupi et Mindat (Etat Chin) respectivement. En réponse à l'escalade de la violence, la junte semble avoir coupé l'accès à Internet dans une grande partie de l'Etat Chin. Le militant Thinzar Shunlei Yi a indiqué que des coupures ont été signalées dans les districts de Thantlang, Falam, Tedim, Tonzang, Matupi, Kanpetlet, Mindat et Paletwa dans l'Etat Chin, ainsi qu'à Gangaw, Myaing et Htilin dans la région de Magway. Seule la capitale de l'Etat Chin, Hakha, aurait ainsi accès à Internet.

Des militants accusés de braquage de banques

Cette semaine, les médias d'Etat ont fait état d'arrestations nombreuses de membres présumés de la Force de défense du peuple (PDF), dont une poignée de militants connus accusés de deux braquages de banque. Kyaw Lin Zinn, Win Htet Mar et Pyae Phyo Kyaw faisaient partie des 12 suspects accusés d'avoir participé aux braquages des succursales de la Global Treasure Bank dans les districts de South Okkalapa et Mayangone le 15 juillet et le 30 août. Les médias d'Etat ont affirmé que les vols étaient destinés à financer des groupes de résistance.

Kyaw Zin Linn et Pyae Phyo Kyaw étaient tous deux des étudiants militants très en vue. Le premier a participé à des manifestations contre la décision d'Aung San Suu Kyi, à l'époque, de défendre l'armée contre les accusations de génocide, aux côtés des leaders de la contestation Esther Ze Naw et Ei Thinzar Maung (qui est aujourd'hui vice-ministre des Affaires féminines du NUG). Kyaw Zin Linn a été accusé d'être le chef de file des cambrioleurs. Win Htet Mar, quant à lui, était un jeune membre du Parti démocratique pour une nouvelle société, le même parti politique auquel Ei Thinzar Maung appartenait auparavant. L'article indique que Win Htet Mar a « participé à des émeutes » avec Ei Thinzar Maung après le coup d'Etat, formulée utilisée par le *GNLM (Global New Light of Myanmar)* pour désigner des protestations pacifiques. Naturellement, les médias d'Etat ont également accusé certains des suspects d'avoir suivi un « cours de formation terroriste » dispensé par l'armée indépendantiste kachin.

Frontier Myanmar

*[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site *ESSF* et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.*

P.-S.

A l'encontre

<https://alencontre.org/asia/birmanie/myanmar-explosions-de-violences-menaces-contre-les-rohingyas-et-activistes-accuses-de-terrorisme.html>